

rédigés et à l'étape de projet qui ne sont jamais parvenus à la délégation sous la forme prévue. La rédaction des longues sections des documents de travail portant sur l'historique était assignée à des fonctionnaires moins expérimentés qui donnaient très peu d'indications concernant la politique canadienne, soit parce qu'il n'y en avait aucune, ou, le plus souvent, parce que les hauts fonctionnaires responsables des initiatives en matière de politique ne les mettaient pas sur papier. Du petit nombre de documents de travail disponibles, nous avons tiré ici des extraits portant exclusivement sur la politique canadienne. Quant aux rapports sur les conférences internationales, quelques-uns des rapports généraux des délégations aux conférences tenues sous les auspices des Nations Unies ont déjà été publiés. Nous insérons dans le présent ouvrage seulement des extraits de rapports qui n'ont pas été publiés. La forme type des rapports non publiés comprenait une évaluation des personnalités marquantes présentes à la conférence, la description des problèmes à l'étude et une évaluation des répercussions des résultats sur l'avenir de l'organisation. Ainsi fait, le rapport de la délégation différait très peu d'un bon compte rendu de journal. C'est en vain que l'on cherche quelques indications sur la façon dont la délégation a évalué les retombées de la conférence sur les objectifs politiques canadiens. Ces rapports facilitent davantage la compréhension des relations internationales que celle des relations extérieures du Canada à l'échelle internationale. Bien que ces documents de travail et ces rapports existent dans divers dossiers et collections, l'ensemble le plus complet se trouve dans la Série des rapports des délégations aux conférences internationales gardée par la Direction historique du ministère des Affaires extérieures.

La suppression du système de gestion des dossiers utilisé pendant la guerre et la mise au point d'un nouveau dispositif n'auraient pas entraîné de grandes difficultés si cela n'avait coïncidé avec une augmentation considérable du nombre des nouveaux dossiers. Au cours d'une période d'expansion semblable survenue au début de la guerre, la section des archives du Ministère se trouvait dans l'impossibilité de maintenir son système annuel de classement. Ainsi, un nouveau système fut établi en 1940 et on y ajouta toute documentation subséquente et tous les nouveaux dossiers. Ce groupe de dossiers était alors connu sous le nom de série «40» avec, comme séries complémentaires, la série «s», secret, et «50,000», très secret. Ce système ne se prêtait pas à la nouvelle organisation en directions introduite au Ministère en 1944, mais la section des archives tint bon en espérant bénéficier d'un répit à la fin des hostilités. Ce ne fut pas le cas car, au contraire, elle eut encore plus de travail. Alors que par le passé un sujet pouvait être limité à un groupe de dossiers facilement identifiables, des sujets très vastes comme le désarmement et l'énergie atomique étaient dispersés dans beaucoup de classements. Les dépêches étant classées par sujet, les références aux séquences numériques avaient très peu de valeur; d'ailleurs, le renumérotage et la division ultérieurs des dossiers n'ont fait que compliquer la dispersion des séquences numériques. En 1948, le système centralisé unique a fait place à des sous-dépôts décentralisés dans chaque direction. L'utilisateur trouvera des